

Tous en grève le 27 janvier pour l'augmentation de nos salaires et la défense de nos emplois et nos missions

Toulouse, le 20 janvier 2022

De mars 2020 à octobre 2021, la fortune des milliardaires français a augmenté de 236 milliards d'euros (soit une hausse de 86%), une somme qui représenterait assez d'argent pour quadrupler le budget de l'hôpital public ou distribuer un chèque de 3 500 euros à chaque citoyen (source OXFAM 16/01/22). Si leur fortune a autant augmenté durant la pandémie, c'est principalement en raison de l'argent public versé sans condition par les gouvernements et les banques centrales. **Les 5 principaux milliardaires français possèdent désormais autant que les 40% des Français les plus précaires.** Dans le même temps, la crise a provoqué une intensification de la pauvreté. Sept millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire pour vivre, soit 10% de la population française.

Alors que l'inflation a repris à un rythme plus soutenu, personne ne peut ignorer le contexte social et économique, les augmentations des produits de première nécessité, de l'énergie et finalement du coût de la vie.

Le gel de la valeur du point d'indice depuis des années a déjà produit des ravages sur le pouvoir d'achat des personnels des Finances publiques et pourtant, le pouvoir exécutif a annoncé sa volonté de ne procéder à aucune augmentation générale des traitements avant l'élection présidentielle.

Cette position met en lumière son hypocrisie, il multiplie les discours flatteurs envers les personnels de la fonction publique mais regarde avec indifférence leur pouvoir d'achat se tarir. Pour une véritable reconnaissance, on repassera !

Cette situation est totalement inacceptable.

Dans les services, les agents doivent répondre à toutes les lubies de la direction, aux ordres du gouvernement néo-libéral. Il faut toujours faire plus avec toujours moins de moyens. Le gouvernement appelle cela la réforme de l'État... Cela donne des missions dégradées lorsqu'elles ne sont pas tout simplement supprimées.

Il y en a marre de ces fausses réformes, NRP et relocalisations en tête, qui suppriment nos emplois pour rendre un service public déficient. Nous voulons exercer nos missions de service public avec un effectif suffisant, avec des fonctionnaires, pas des contractuels précarisés. Arrêtez de supprimer les fonctionnaires qui œuvrent pour le bien commun !

Nous voulons être reconnus, à nous de décider de la meilleure façon d'exercer nos missions d'intérêt général.

Nous voulons récupérer le pouvoir d'achat impacté par l'inflation. Nous voulons une revalorisation du point d'indice et de la grille indiciaire. Nous exigeons la revalorisation des pensions.

Notre travail est nécessaire et utile à la société, nous ne vendons pas des sacs ou des parfums de luxe, nous sommes plus importants que les milliardaires !

Affirmons tout cela en grève et en manifestation le jeudi 27 janvier 2022

Rendez-vous :

Toulouse : 10h30 à Arnaud Bernard

Saint-Gaudens : 14h30 à Jean Jaurès

Syndicat CGT Finances publiques – Section de Haute-Garonne

Centre des Finances publiques, 17 ter Bld Lascrosses 31000 Toulouse

<https://31.cgtfinancespubliques.fr/>
cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr



POUR DES AUGMENTATIONS IMMÉDIATES ET GÉNÉRALES DES TRAITEMENTS ET DES SALAIRES

DANS L'ACTION

LE 27 JANVIER 2022

A lors que l'inflation a repris à un rythme plus soutenu et que le gel de la valeur du point d'indice depuis des années a déjà produit des ravages sur le pouvoir d'achat des agentes et des agents de la Fonction publique, le pouvoir exécutif a annoncé sa volonté de ne procéder à aucune augmentation générale des traitements et des salaires avant l'élection présidentielle.

Alors que l'ensemble des organisations syndicales revendique pourtant la revalorisation du point d'indice et des mesures transversales, cette position en dit long sur le refus de négocier de ce Gouvernement.

Elle met également en lumière leur hypocrisie : certes les discours flatteurs laudateurs envers les personnels continuent d'être rassés mais, pour une véritable reconnaissance, on repassera.

Cette situation est totalement inacceptable.

Les organisations CGT, FAFP, FO, FSU et Solidaires des trois versants de la Fonction publique ne céderont en rien sur leurs légitimes revendications en matière de rémunération.

Plus globalement, elles continuent d'agir en faveur de la défense des missions publiques, de l'amélioration des conditions de travail, pour davantage d'emplois pour le service public.

C'est pourquoi, elles appellent l'ensemble des agentes et des agents de la Fonction publique à participer à la journée de mobilisation unitaire interprofessionnelle du 27 janvier.

En refusant toute réelle négociation, ce sont bien les employeurs publics et au premier chef le gouvernement qui portent l'entière responsabilité du blocage actuel.

Pour :

>>> Le dégel du point d'indice ;

>>> De fortes et immédiates augmentations générales ;

>>> L'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;

>>> Le rattrapage des pertes intervenues les années antérieures ;

>>> La revalorisation des pensions ;

>>> Les moyens du service public.

LES ORGANISATIONS CGT, FAFP, FO,

FSU ET SOLIDAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE

SOUTIENNENT LES ACTIONS ET MOBILISATIONS QUI AURONT

LIEU DANS LES JOURS QUI VIENNENT ET APPELLENT À

S'INSCRIRE DANS

LA JOURNÉE INTERPROFESSIONNELLE DU 27 JANVIER 2022,

PAR LA GRÈVE ET LES MANIFESTATIONS.